



**SUIVI DE L'INFLATION AU CAMEROUN :**  
**NOTE SUR L'EVOLUTION EN 2024 ET PERSPECTIVES 2025**

Janvier 2025

## Table des matières

RESUME.....	3
INTRODUCTION .....	4
1 SITUATION D'ENSEMBLE.....	4
1.1 NIVEAUX DE L'INFLATION EN 2024.....	4
1.2 ANALYSE PAR FONCTIONS DE CONSOMMATION.....	5
1.3 ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2024 .....	6
1.4 ÉVOLUTION DES COÛTS DES TRANSPORTS.....	7
1.5 INFLATION PAR ORIGINE DES PRODUITS .....	8
1.6 INFLATION SOUS-JACENTE .....	8
1.7 ANALYSE REGIONALE DE L'INFLATION.....	9
2 FACTEURS EXPLICATIFS DE L'INFLATION .....	10
2.1 FACTEURS EXTERNES .....	10
2.2 FACTEURS INTERNES.....	12
3 MESURES DE STABILISATION DES PRIX.....	14
4 PERSPECTIVES DE L'INFLATION EN 2025 .....	14
CONCLUSION ET SUGGESTIONS.....	15
ANNEXES TECHNIQUES .....	16
Enjeux liés à l'inflation pour les ménages, les entreprises et les politiques publiques .....	16
ANNEXE 1 : ENJEUX POUR LES MENAGES .....	16
ANNEXE 2 : ENJEUX POUR LES ENTREPRISES.....	16
ANNEXE 3 : ENJEUX POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES.....	17

## RESUME

En 2024, avec un taux d'inflation de 4,5%, l'économie nationale continue de faire face à des pressions inflationnistes persistantes, bien que leur intensité ait diminué. Cette tendance s'explique principalement par une hausse de 5,6% des prix des produits alimentaires et une augmentation de 12,3% des coûts de transport, fortement impactés par la hausse des prix des carburants. Il est important de noter que, malgré un recul par rapport à 2023, où l'inflation atteignait 7,4%, le taux demeure au-dessus du seuil de 3% fixé par la CEMAC. Sur la période 2022-2024, l'inflation cumulée s'élève ainsi à 19,3%, un niveau nettement supérieur aux 17,5% enregistrés sur les neuf années de la période 2013-2021, illustrant l'ampleur du choc inflationniste sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les disparités régionales demeurent marquées, oscillant entre 3,0% à Garoua et 7,0% à Maroua. Les écarts relevés résultent de facteurs structurels et conjoncturels, notamment les coûts de transport, la disponibilité des biens de consommation et la dépendance aux importations, qui influencent différemment les prix selon les régions.

Par ailleurs, plusieurs facteurs continuent d'alimenter les pressions inflationnistes. La hausse du coût des intrants agricoles et des engrais a directement impacté le prix des denrées alimentaires. De même, l'augmentation des coûts du carburant et des transports a affecté l'ensemble des secteurs économiques. En outre, les perturbations sur les marchés internationaux, conjuguées aux effets du changement climatique sur la production agricole, constituent des risques supplémentaires qui ont contribué à entretenir l'inflation.

Pour 2025, la maîtrise de l'inflation restera un enjeu de politique publique central au regard de l'objectif du Gouvernement de ramener le taux à 4% ; objectif qui pourrait être compromis par la persistance des tensions inflationnistes, notamment en raison des ajustements fiscaux prévus dans la loi de finances de l'Etat au titre de l'exercice budgétaire 2025 et d'un éventuel réajustement à la hausse des prix de l'énergie (carburants, énergie électrique et eau).

Pour atteindre cet objectif, outre les mesures déjà en cours de mise en œuvre, d'autres devront être engagées, incluant le renforcement de la surveillance des marchés et l'accélération des réformes structurelles visant à diversifier l'économie et à stabiliser les chaînes d'approvisionnement. La poursuite de la réhabilitation des infrastructures de transport et de conservation, la poursuite du désenclavement des bassins de production agricole, le soutien à la production locale et la promotion des énergies renouvelables seront également des leviers essentiels pour atténuer les pressions inflationnistes à moyen terme.

En définitive, trouver un équilibre entre la maîtrise des prix et le soutien à la croissance sera déterminant pour assurer la stabilité macroéconomique et renforcer la résilience du pays face aux chocs économiques d'origines interne ou externe. /-

## INTRODUCTION

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur fondamental permettant de suivre l'évolution des prix des biens et services consommés par les ménages au cours du temps. Son analyse, d'une part, offre une meilleure compréhension des dynamiques inflationnistes, et, d'autre part, permet d'identifier les secteurs les plus touchés par les hausses de prix et aide à déterminer les causes probables de l'inflation.

D'après les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), l'inflation mondiale poursuit son ralentissement après avoir atteint un sommet de 9,4% en 2022. Elle est estimée à 6,8% en 2023, puis à 5,9% en 2024, et devrait poursuivre sa baisse pour atteindre 4,2% en 2025.

Cette tendance est observable aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement, bien que le rythme de réduction diffère. Les pays avancés voient leur inflation converger plus rapidement vers les objectifs fixés par leurs banques centrales, tandis que les économies émergentes et en développement enregistrent une décrue plus graduelle.

En Afrique subsaharienne, l'évolution des prix à la consommation est contrastée. Si la majorité des pays connaissent une hausse modérée ou une stabilisation des prix, l'inflation alimentaire demeure élevée, impactant le pouvoir d'achat des ménages. Certaines grandes économies, telles que l'Angola, l'Éthiopie et le Nigéria, subissent encore de fortes pressions inflationnistes, exacerbées par d'importantes dépréciations monétaires. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire reste préoccupante dans l'ensemble de la région, aggravée par des conditions climatiques défavorables, notamment des sécheresses en Afrique australe et des inondations dans d'autres zones. L'inflation dans la zone de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a suivi une tendance à la baisse en 2024, tout en restant au-dessus de la norme communautaire de 3%. La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) prévoyait un taux d'inflation de 4,2% pour l'année 2024 dans la zone CEMAC, en baisse par rapport aux 5,6% enregistrés en 2023.

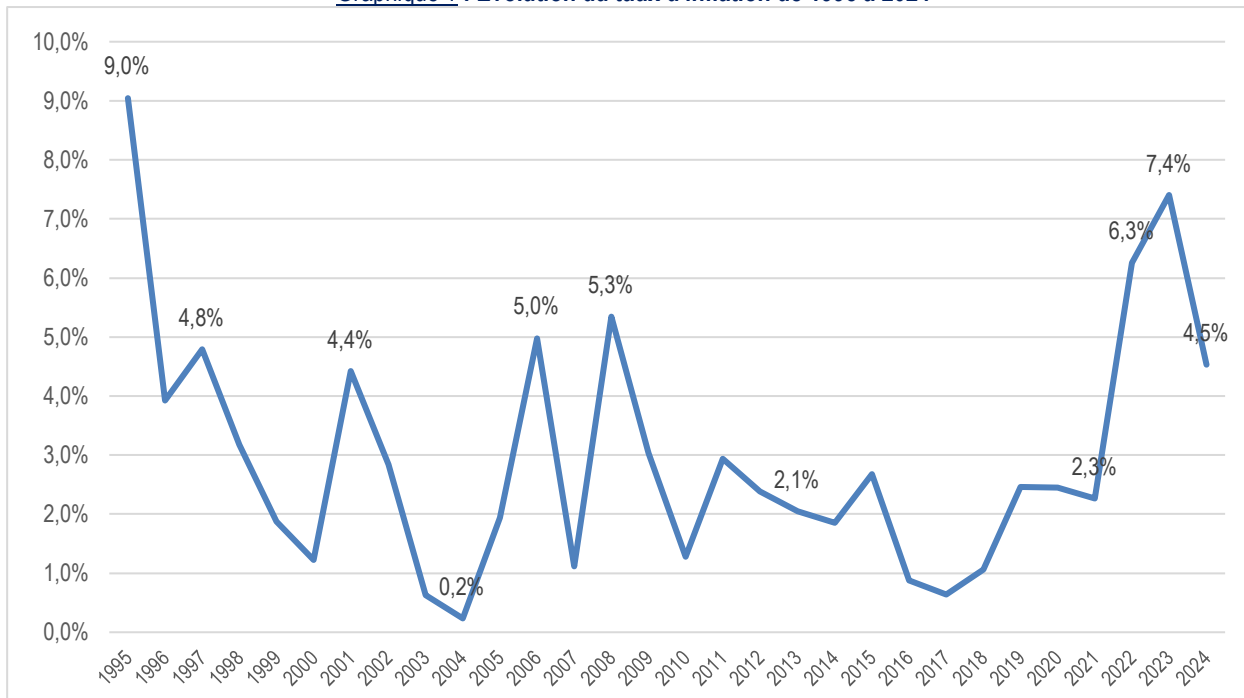
La présente note est dédiée à l'évolution des prix en 2024 au niveau national et propose une analyse de la situation inflationniste. Outre l'introduction, la conclusion et les suggestions, la note est structurée en quatre (04) points : (1) un état des lieux global qui met en lumière les grandes tendances inflationnistes observées au cours de l'année, suivi (2) d'une analyse des principaux facteurs contribuant à l'inflation, (3) l'analyse des autres sources alimentant l'inflation, telles que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les politiques économiques, ainsi qu'à l'analyse régionale pour souligner les disparités de l'évolution des prix à travers le pays, et enfin, (4) la note se penche sur les perspectives pour 2025, en examinant les mesures susceptibles de contribuer à contenir l'inflation en vue d'atteindre l'objectif de la maintenir à 4%, tout en veillant à équilibrer croissance économique, stabilité des prix et résilience économique face aux chocs externes.

## 1 SITUATION D'ENSEMBLE

### 1.1 NIVEAUX DE L'INFLATION EN 2024

Malgré le réajustement de 15% des prix des carburants à la pompe intervenu le 03 février 2024, la dynamique de réduction du taux d'inflation en moyenne annuelle amorcée depuis le troisième trimestre 2023 s'est maintenue. En 2024, le taux d'inflation s'est établi à 4,5%, soit une baisse de 2,9 points de pourcentage par rapport à 2023, où il atteignait 7,4%.

Graphique 1 : Evolution du taux d'inflation de 1995 à 2024



Sur une période de trois ans, de 2022 à 2024, l'inflation cumulée s'élève à 19,3%, reflétant une période de choc inflationniste intense. Cette hausse exceptionnelle résulte de deux facteurs majeurs :

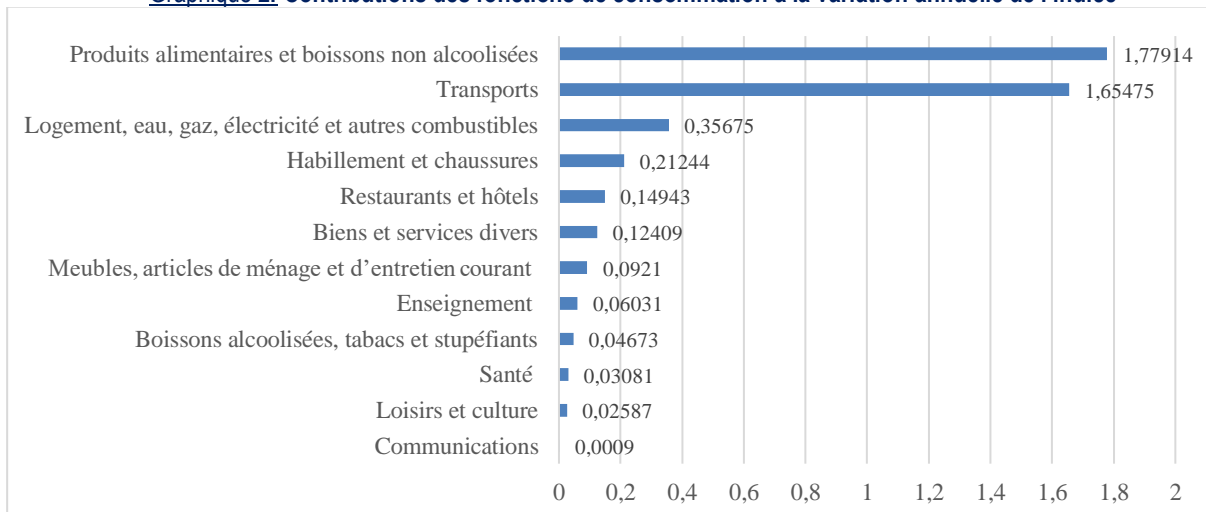
- La flambée des prix des produits alimentaires, qui constituent une part importante des dépenses des ménages.
- L'augmentation des coûts des transports, liée aux hausses des prix du carburant et aux perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pour comparaison, l'inflation cumulée sur une période de neuf ans, entre 2013 et 2021, s'élevait à 17,5%, soulignant ainsi la gravité et la rapidité de la crise inflationniste observée depuis 2022.

Cette flambée des prix exerce une pression considérable sur le pouvoir d'achat des ménages, limitant leur accès aux biens et services essentiels. Par exemple, un panier de consommation standard, évalué à 100 000 FCFA à la fin de 2021, coûte désormais 119 253 FCFA, traduisant une augmentation de près de 19,3% en seulement trois ans. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les ménages à faible revenu, qui allouent une part importante de leur budget aux produits de première nécessité, accentuant ainsi les inégalités sociales.

## 1.2 ANALYSE PAR FONCTIONS DE CONSOMMATION

Graphique 2: Contributions des fonctions de consommation à la variation annuelle de l'indice



Les produits alimentaires et les biens et services de transport, qui représentent environ 44% des dépenses totales des ménages, sont restés les principaux moteurs de l'inflation :

- Les produits alimentaires ont enregistré une hausse de 5,6%, en grande partie due à l'augmentation des prix des légumes, des pains et céréales.
- Dans le secteur des transports, l'inflation a atteint 12,3%, alimentée par la flambée des prix du carburant, conséquence directe des hausses des prix à la pompe survenues le 1<sup>er</sup> février 2023 et le 03 février 2024.

Ces hausses successives ont eu des effets en cascade, augmentant les coûts de déplacement des ménages et les coûts logistiques liés à la distribution des marchandises surtout par route. Ce phénomène a contribué à un renchérissement général des biens et services dans divers secteurs économiques. Cette double pression sur les prix alimentaires et logistiques intensifie les tensions inflationnistes et pourrait, à long terme, contraindre les ménages à réviser leurs habitudes de consommation. Les dépenses essentielles, telles que l'alimentation et le transport, risquent de prendre une part croissante des budgets, limitant les dépenses dans d'autres secteurs.

### 1.3 ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2024

Le secteur alimentaire est souvent le principal contributeur à l'inflation en raison de sa forte pondération dans les dépenses des ménages.

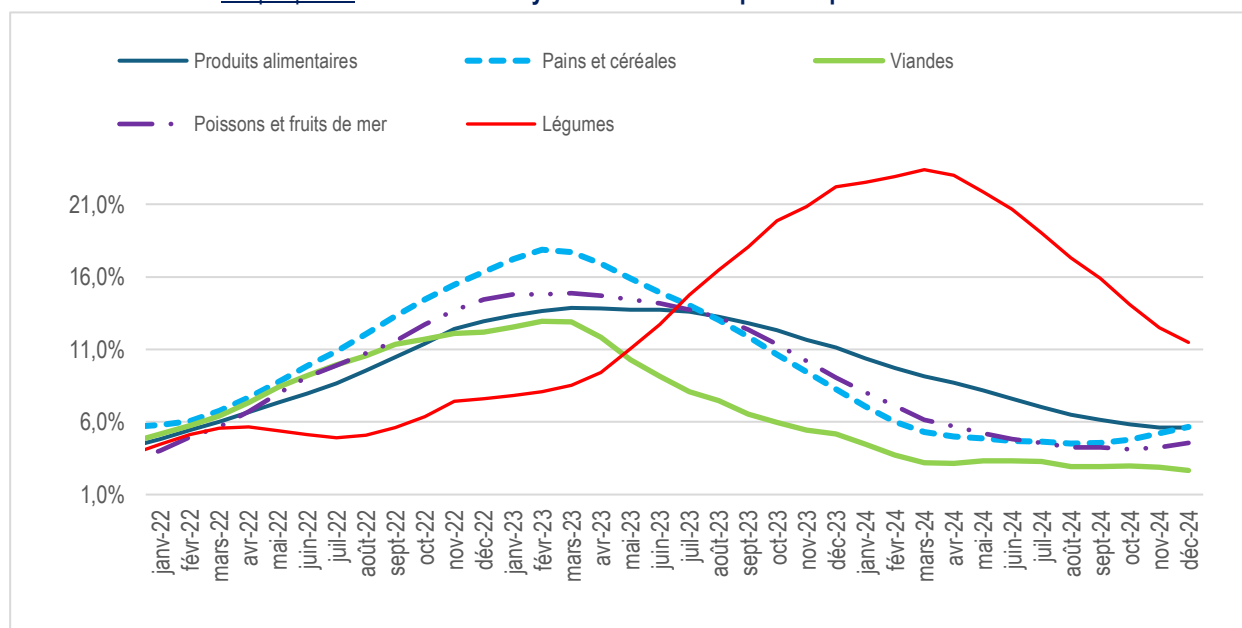
Malgré le maintien de prix alimentaires élevés, une décélération de leur augmentation a été observée en 2024, avec une progression passant de 11,1% en 2023 à 5,6% cette année. Ce ralentissement concerne plusieurs catégories de produits, traduisant un certain apaisement des pressions inflationnistes sur le marché alimentaire.

Dans le détail :

- Les prix des légumes ont enregistré une hausse de 11,5%, contre une augmentation plus marquée de 22,2% en 2023.
- Les poissons et fruits de mer ont vu leurs prix augmenter de 4,5%, une baisse notable par rapport à la hausse de 9,0 % l'année précédente.
- Les prix des produits de la catégorie « lait, fromage et œufs » ont progressé de 3,8%, contre 7,8% en 2023.
- Les fruits ont connu une augmentation de 9,1%, en baisse par rapport à la progression de 14,3% enregistrée en 2023.

En revanche, une tendance inverse a été observée pour les huiles et graisses, qui ont enregistré une baisse de 6,8%, contrastant avec une hausse de 5,7% en 2023.

Graphique 3 : Evolution en moyenne annuelle des prix des produits alimentaires



Les augmentations des prix des légumes s'expliquent principalement par le renchérissement (i) des légumes frais en fruit ou en racine, tels que les oignons, tomates, gombos, et haricots verts, (ii) ainsi que des légumes secs et oléagineux, comprenant des haricots secs, gombos secs, pois secs, graines de courge et « djansan ». Les légumes frais en feuilles, ainsi que les tubercules et plantains (comme les plantains, bananes plantains, pommes de terre et ignames), ont également vu leurs prix augmenter.

La hausse des prix des pains et céréales découle surtout de l'augmentation des prix des produits comme le maïs en grain, le mil, le sorgho, le riz, la farine de maïs et la farine de petit mil. La montée des prix des poissons et fruits de mer s'explique notamment par l'augmentation des prix des poissons congelés, ainsi que des produits de la mer séchés ou fumés.

Les augmentations des prix de la volaille et de la viande de porc ont également considérablement contribué à la hausse des prix de la viande.

En ce qui concerne les huiles et graisses, la baisse de 6,8% des prix est principalement due à la diminution des prix des huiles brutes et raffinées.

Pour les "lait, fromage et œufs", l'augmentation est principalement imputable à la hausse des prix des œufs et du lait, ainsi qu'à une augmentation modérée des autres produits laitiers.

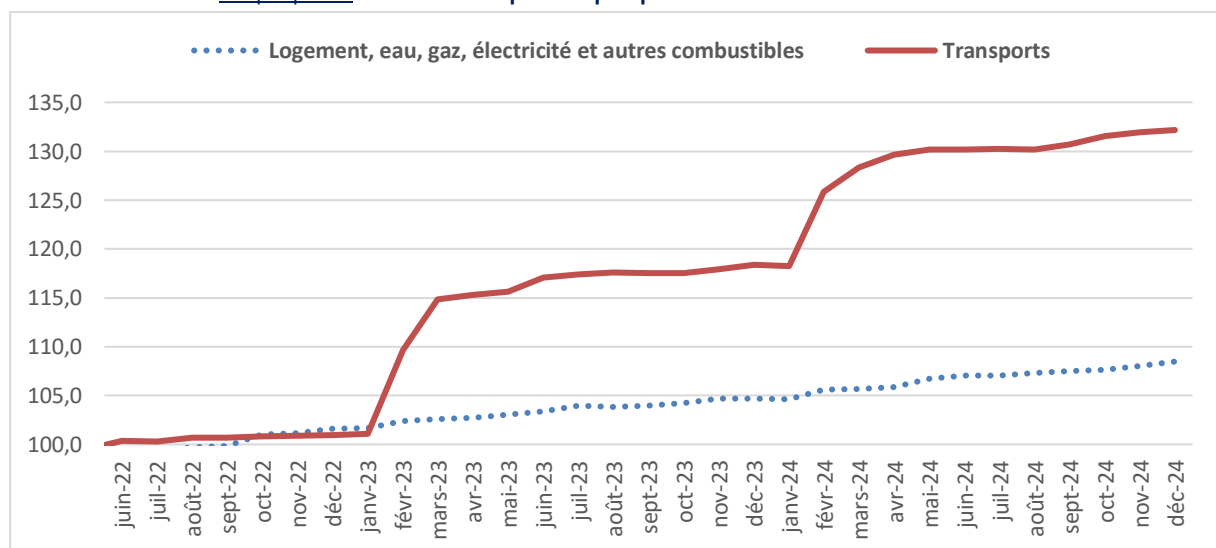
Enfin, les prix des produits regroupés sous la catégorie « sucres, confitures, miels, chocolats et confiseries » ont progressé de 0,6%, essentiellement en raison de l'augmentation des prix des confitures, des miels, des chocolats et des confiseries.

## 1.4 EVOLUTION DES COUTS DES TRANSPORTS

Les prix des carburants occupent une place centrale dans les dynamiques inflationnistes en raison de leur effet transversal sur l'ensemble des secteurs économiques. En particulier, le secteur des transports, fortement dépendant des carburants, constitue un vecteur majeur dans la formation des prix des biens et services. Toute variation des coûts énergétiques se répercute ainsi sur les coûts de production, de distribution et, in fine, sur le pouvoir d'achat des ménages.

Dans le cadre des réformes budgétaires mises en œuvre pour répondre aux engagements internationaux, la suppression progressive des subventions sur les carburants a conduit à une augmentation des prix à la pompe. Cette hausse a eu un effet domino sur l'ensemble de l'économie, amplifiant les coûts des transports, renchérisant le prix des biens et services, et impactant les opérations des entreprises.

**Graphique 4 : Evolution des prix de quelques autres fonctions de consommation**



En 2024, les coûts de transport ont enregistré une augmentation de 12,3%, après une hausse de 15% en 2023, principalement en raison de l'ajustement des prix des carburants. En effet, le 03 février 2024, le prix du litre d'essence super est passé de 730 F CFA à 840 F CFA, tandis que celui du gasoil a grimpé de 720 F CFA à 828 F CFA. En conséquence, les tarifs des transports urbains et interurbains ont été révisés à la hausse. Le prix d'un trajet en taxi est par exemple passé de 300 F CFA à 350 F CFA en journée, et de 350 F CFA à 400 F CFA la nuit.



Dans les zones rurales, où les infrastructures de transport sont moins développées et les alternatives limitées, la hausse des coûts de transport a aggravé les difficultés d'accès aux produits de première nécessité, accentuant les disparités entre les régions. La hausse des frais logistiques a freiné la fluidité des échanges commerciaux, particulièrement pour les petites entreprises et les acteurs du secteur informel, qui peinent à absorber ces surcoûts sans les répercuter sur leurs prix de vente.

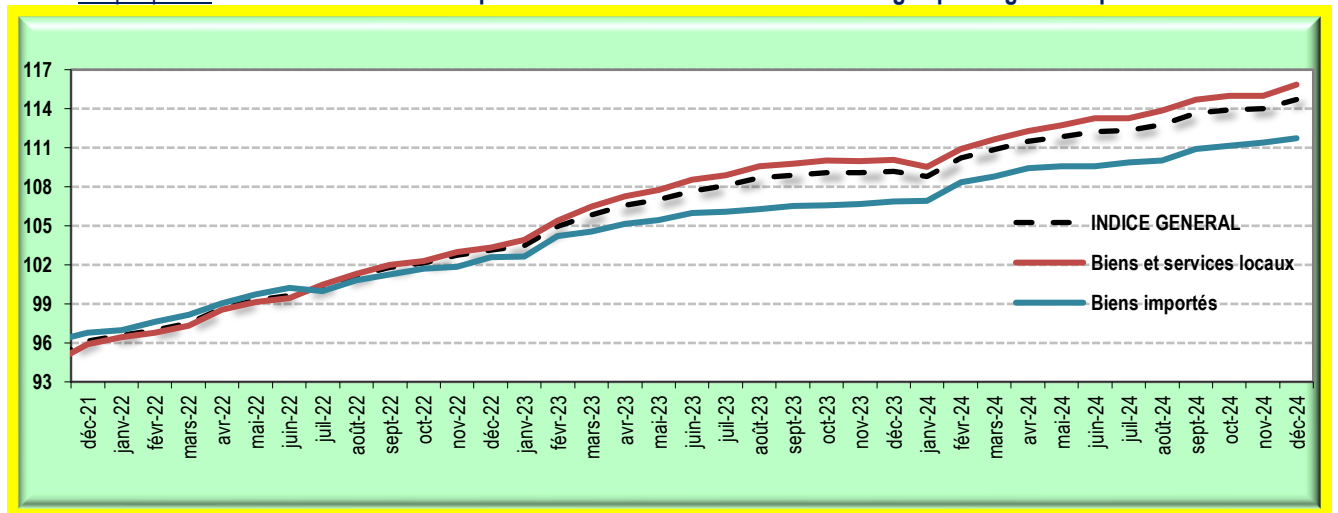
Face à cette inflation des coûts de transport, les ménages ont dû adapter leurs habitudes de consommation en réduisant leurs déplacements ou en optant pour des alternatives plus abordables, telles que le covoiturage ou l'usage accru des transports en commun. Toutefois, ces ajustements restent contraints par l'offre de transport disponible, en particulier dans les zones périphériques et rurales où les services restent limités.

À terme, l'augmentation des prix des carburants soulève des enjeux majeurs en matière de compétitivité économique et de pouvoir d'achat, renforçant la nécessité d'explorer des solutions alternatives, telles que le développement des énergies renouvelables, l'amélioration des infrastructures de transport en commun et la mise en place de mécanismes de compensation ciblés pour les ménages les plus vulnérables.

### 1.5 INFLATION PAR ORIGINE DES PRODUITS

L'inflation en 2024 est principalement d'origine interne, portée par la hausse des prix des biens et services produits localement. En effet, les produits locaux ont enregistré une augmentation de 4,7%, contre une progression plus modérée de 4,0% pour les produits importés. Cette dynamique inflationniste s'explique notamment par l'impact des fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux, telles que le pétrole, les céréales, le sucre et les engrais. Ces variations ont entraîné une augmentation des coûts de production des biens fabriqués localement à partir d'intrants importés. De plus, les produits vivriers n'ont pas été épargnés, subissant une hausse due à l'augmentation des prix des engrais, des semences et des autres intrants agricoles importés, ainsi qu'à la montée des coûts de transport et de logistique.

Graphique 5 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages par origine des produits

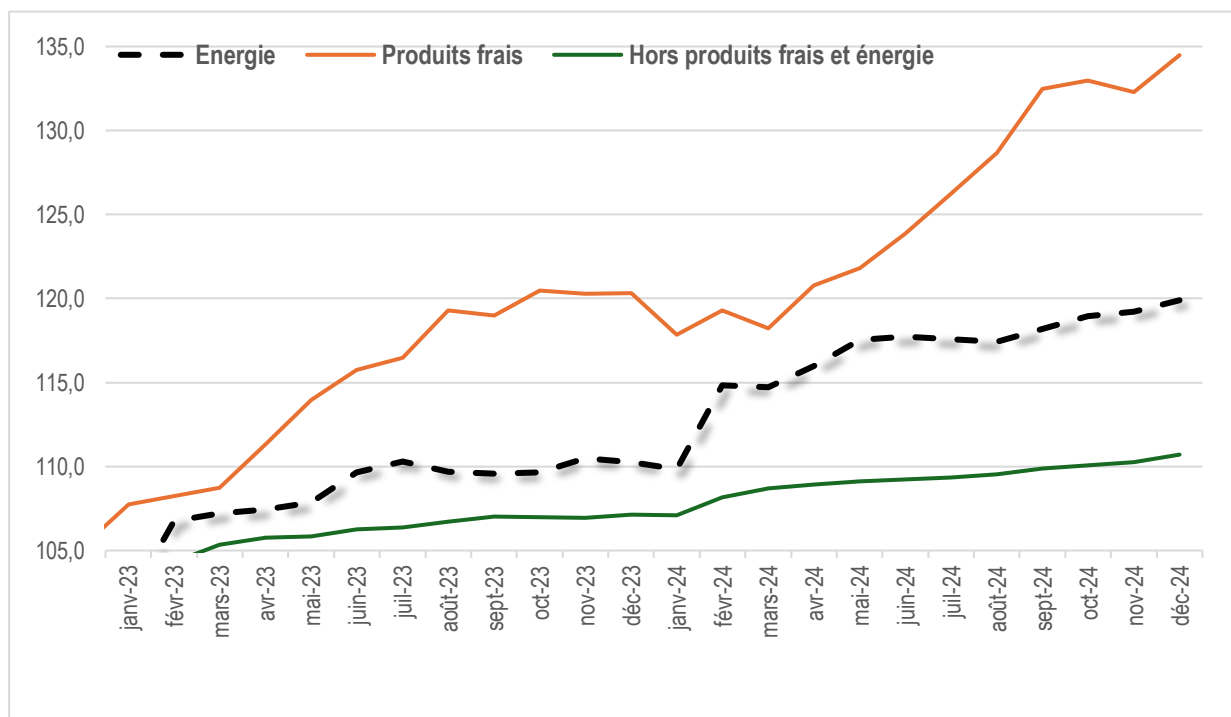


### 1.6 INFLATION SOUS-JACENTE

Les prix des produits frais ont connu une augmentation de 9,2%, reflétant les tensions sur l'offre et les fluctuations saisonnières qui affectent ces produits à forte volatilité. Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits les plus instables afin d'offrir une lecture plus précise des tendances inflationnistes structurelles, s'est établie à +3,1%, témoignant d'une pression persistante sur les prix hors éléments conjoncturels. De leur côté, les prix de l'énergie ont progressé de 7,8%, une hausse largement attribuable à l'augmentation des prix des carburants, qui impacte non seulement le coût du transport, mais également celui de la production et de la distribution des biens et services.



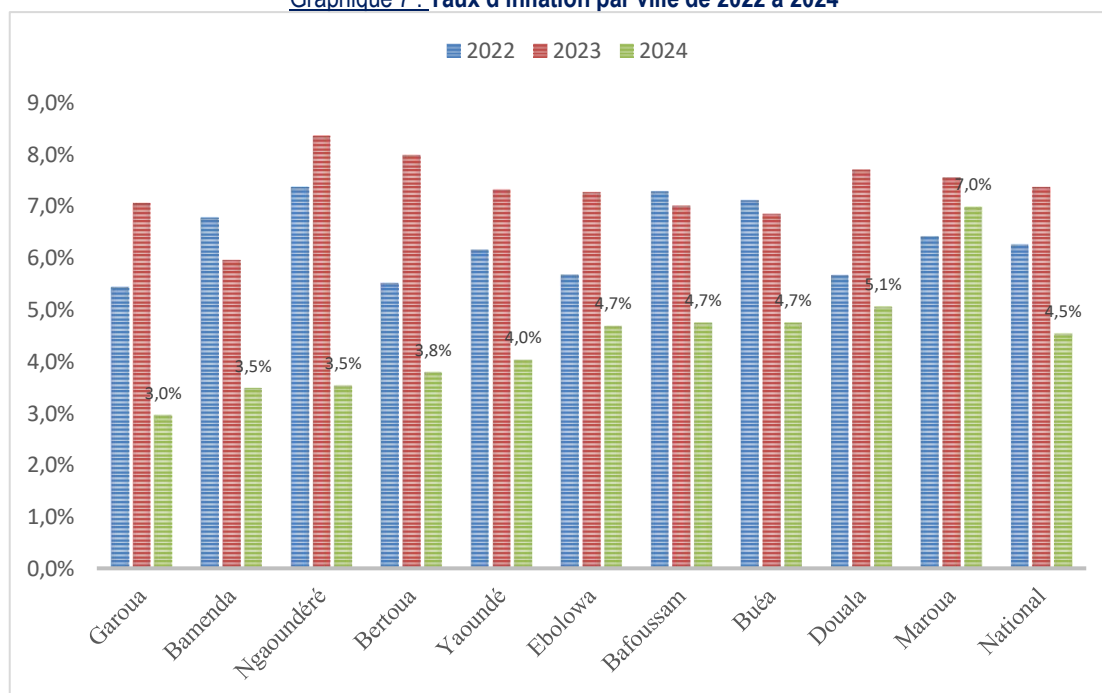
Graphique 6: Evolution des prix selon la volatilité



## 1.7 ANALYSE REGIONALE DE L'INFLATION

Les niveaux d'inflation diffèrent selon les régions, oscillant entre 3,0% à Garoua et 7,0% à Maroua. Les villes les moins affectées par la hausse des prix sont Garoua (3,0%), Bamenda (3,5%) et Ngaoundéré (3,5%). En revanche, les villes enregistrant les niveaux d'inflation les plus élevés sont Maroua (7,0%), Douala (5,1%), Buea (4,7%), Bafoussam (4,7%) et Ebolowa (4,7%). Ces différences des niveaux s'expliquent par plusieurs facteurs structurels ou conjoncturels qui influencent les prix sur les marchés selon les régions.

Graphique 7 : Taux d'inflation par ville de 2022 à 2024



### Facteurs influençant les disparités régionales de l'inflation

#### ➔ Accessibilité aux marchés et intégration dans les circuits commerciaux

Les villes comme Yaoundé et Douala, en tant que pôles économiques majeurs, bénéficient d'une meilleure connectivité aux réseaux commerciaux nationaux et internationaux, facilitant l'approvisionnement en biens et services. Cependant, cette forte intégration les rend plus sensibles

aux variations de prix liées à la demande et aux coûts du transport. À l'inverse, des villes plus éloignées telles que Maroua, Garoua et Ngaoundéré peuvent rencontrer des difficultés d'approvisionnement à partir de Douala ou de Yaoundé en raison d'infrastructures de transport insuffisantes et d'une logistique plus complexe, entraînant parfois des pénuries et des coûts plus élevés pour les consommateurs.

#### ➔ **Nature des activités économiques locales**

La structure économique régionale joue un rôle important dans la transmission des pressions inflationnistes. Ainsi, les zones à dominante agricole sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques, aux mauvaises récoltes et à l'augmentation du coût des intrants agricoles. Une production insuffisante entraîne une raréfaction des produits vivriers, accentuant la pression sur les prix locaux. Les régions industrielles et commerciales, en revanche, peuvent être plus exposées à l'inflation via la hausse des coûts des matières premières, des produits manufacturés et des coûts de transport.

#### ➔ **Infrastructures de transport et capacités de stockage**

Les régions bénéficiant d'infrastructures de transport et de stockage bien développées parviennent généralement à stabiliser les prix grâce à une meilleure gestion des stocks et des flux d'approvisionnement. Les zones plus enclavées sont davantage exposées aux ruptures d'approvisionnement, ce qui peut entraîner une inflation localisée en raison de coûts logistiques supplémentaires et d'une dépendance accrue aux marchés extérieurs.

## **2 FACTEURS EXPLICATIFS DE L'INFLATION**

Le niveau du taux d'inflation de l'année 2024 résulte de la combinaison de facteurs explicatifs externes et internes.

### **2.1 FACTEURS EXTERNES**

Les facteurs externes sont d'ordre économique, géopolitiques, environnementaux, et aussi liés à la dynamique mondiale des prix. Ils jouent un rôle déterminant dans l'évolution des prix au niveau national, affectant directement les ménages, les entreprises et les politiques publiques.

#### ➔ **Augmentation des prix mondiaux des matières premières**

La reprise de la demande mondiale, couplée à des tensions géopolitiques, a maintenu les prix des produits énergétiques et alimentaires à des niveaux élevés. Les prix mondiaux des matières premières, notamment le pétrole, les engrais, le blé et les métaux, sont restés élevés en 2024, exacerbant les coûts d'importation pour le Cameroun. Les hausses des prix mondiaux du blé ou des céréales sont souvent liées à des conditions climatiques défavorables dans les pays producteurs, ou à des politiques de contrôle des exportations.

En particulier, malgré des augmentations mensuelles régulières tout au long de l'année 2024, principalement dues à la hausse des prix des produits laitiers, de la viande et des huiles végétales, l'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit les variations mensuelles des cours internationaux des produits alimentaires de base les plus échangés, est resté, dans l'ensemble, inférieur aux niveaux observés en 2023. Toutefois, à partir d'août 2024, une inversion de tendance a été constatée, avec des niveaux d'indice dépassant ceux de l'année précédente. Cette évolution s'explique en partie par des tensions sur l'offre mondiale, des fluctuations des taux de change et des coûts de transport élevés, qui ont contribué à renchérir les prix de plusieurs denrées stratégiques.

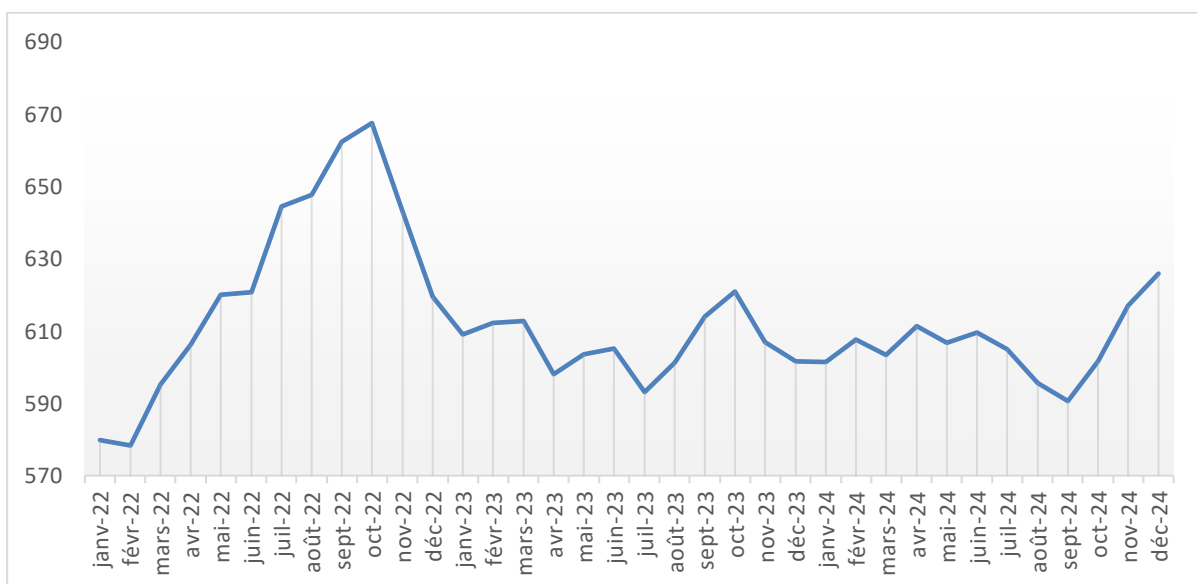
Graphique 8 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



### → Fluctuation des taux de change

La dépréciation du franc CFA par rapport aux principales devises, notamment le dollar américain, a renchéri les importations, en particulier les denrées alimentaires et les intrants industriels. Si le dollar devient plus fort par rapport au franc CFA, les importateurs camerounais devront payer davantage pour les mêmes quantités de biens étrangers, ce qui se traduit par des hausses de prix sur le marché local.

Graphique 9 : Evolution du taux de change du dollar des Etats-Unis par rapport au FCFA



**Note de lecture :** Un dollar des Etats-Unis est équivalent en moyenne à 625,97 FCFA en décembre 2024.

### → Contexte post-pandémique du COVID-19

Les séquelles de la pandémie du COVID-19 ont continué de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, augmentant les coûts d'importation.

Les tensions géopolitiques internationales, notamment le conflit Russo-Ukrainien et les tensions au proche Orient, ont maintenu les prix des céréales et des engrais à des niveaux élevés, impactant directement l'agriculture locale et les prix des produits alimentaires.

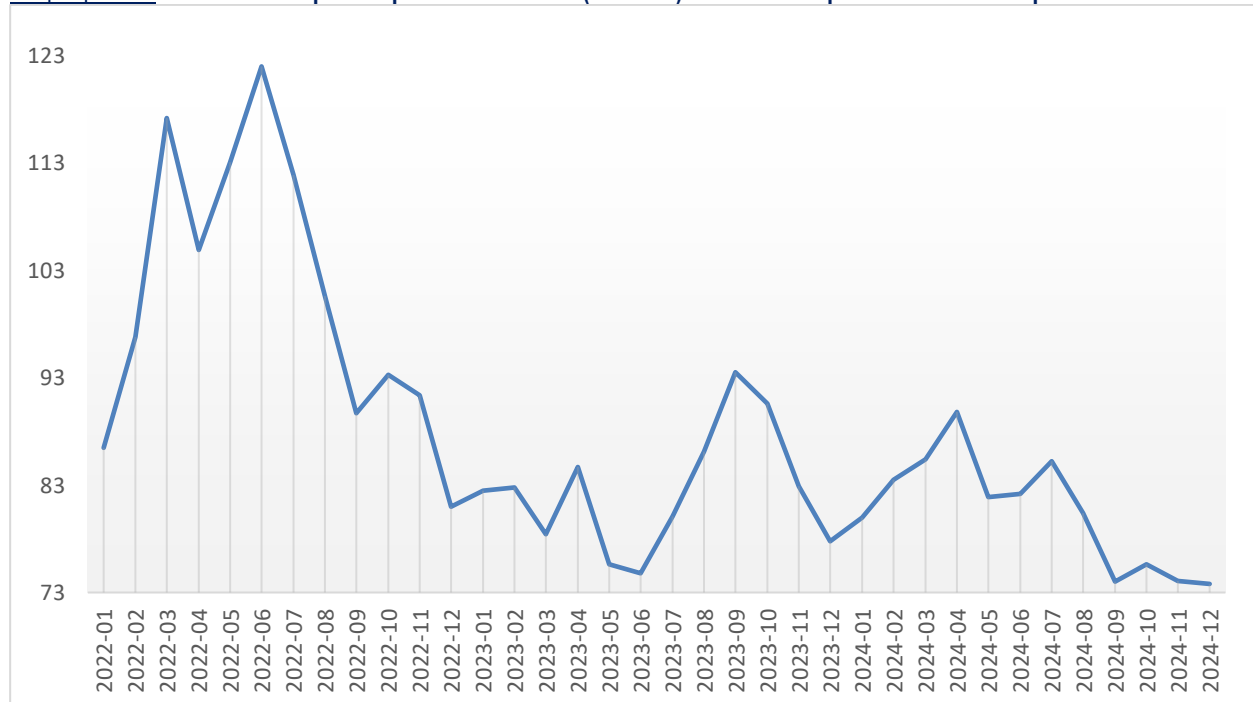
### → Carburants et énergie

L'évolution des prix mondiaux des carburants a exercé une influence sur les coûts de transport ainsi que sur la production d'énergie, impactant divers secteurs économiques. En 2024, le marché

pétrolier a été marqué par une volatilité notable, reflétant les dynamiques de l'offre et de la demande à l'échelle internationale. D'après les données de l'INSEE, le cours du Brent en dollars américains a suivi une tendance fluctuante : il s'est établi à 81,9 \$ en mai, avant d'atteindre 85,2 \$ en juillet, puis de chuter à 73,8 \$ en décembre. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs, notamment les ajustements de production des pays membres de l'OPEP, la reprise économique contrastée dans les grandes économies consommatrices d'hydrocarbures et les tensions géopolitiques affectant les principaux corridors d'approvisionnement.

Par ailleurs, la variation des prix du pétrole a eu des répercussions sur l'inflation et le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans les pays fortement dépendants des importations énergétiques. Les gouvernements ont dû adapter leurs stratégies en matière de subventions aux carburants.

Graphique 10 : Evolution des prix du pétrole brut Brent (Londres) - Prix au comptant en dollars US par baril



Source : INSEE

### → Chocs géopolitiques et conflits internationaux

Les événements géopolitiques à l'échelle mondiale à l'exemple du conflit russo-ukrainien, le conflit israélo-palestinien dans la Bande de Gaza ont continué de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, d'affecter les cours des matières premières et de limiter l'accès à certains biens.

Ces perturbations ont eu pour impact de maintenir certains prix de certains produits (céréales, engrais, etc.) à des niveaux élevés. C'est ainsi que la valeur unitaire des céréales importées par le Cameroun en 2024 a enregistré une augmentation de 2,9% par rapport à 2023, tandis que celle du riz a bondi de 18,5%. Par ailleurs, les prix des poissons de mer congelés importés ont progressé de 3,8%.

## 2.2 FACTEURS INTERNES

En plus des facteurs externes, plusieurs éléments internes contribuent également à l'inflation au Cameroun. Ces facteurs peuvent être d'ordre économique, politique, structurel ou liés à des dysfonctionnements dans les marchés locaux.

### → Réformes des subventions

En 2024, la réduction partielle des subventions sur les carburants, accompagnée d'un ajustement des tarifs à la pompe, a conduit à une hausse de 15% des prix du super et du gasoil. Cette hausse a eu un effet domino sur :

- Les coûts des transports, affectant directement les prix des biens et services.

- Les coûts de production dans les secteurs agricoles et industriels, les entreprises répercutant ces coûts supplémentaires sur les consommateurs.

### ➔ **Changements climatiques et catastrophes naturelles**

Le climat joue également un rôle de plus en plus important dans les fluctuations des prix. Le Cameroun étant un pays principalement agricole, les conditions climatiques affectent directement la production de biens de consommation, notamment les produits alimentaires.

Les sécheresses prolongées, les inondations (notamment à l'Extrême-Nord) ou les vagues de chaleur peuvent compromettre les récoltes et perturber les circuits de production. Cela conduit à une diminution de l'offre et une augmentation des prix des produits locaux. Par exemple, des pénuries dans la production de maïs, de manioc ou d'arachide peuvent entraîner des hausses de prix, même dans les régions où ces produits sont traditionnellement produits.

Selon l'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC), le Cameroun a connu, dès novembre 2023 et tout au long de l'année 2024, une saison sèche caractérisée par des conditions climatiques extrêmes à travers ses cinq zones agroécologiques. Cette situation est due au positionnement de la ligne de Front Intertropical (FIT) au sud du pays, influençant les températures et les précipitations.

Dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, les journées sont particulièrement chaudes, tandis que les nuits restent froides. Cette variabilité thermique favorise l'émergence d'épizooties, affectant notamment le bétail sensible aux conditions chaudes. Par ailleurs, la diminution des ressources en eau due à l'assèchement des cours d'eau et la baisse des nappes phréatiques compliquent l'abreuvement des animaux, impactant le rendement des élevages dans ces régions où l'élevage constitue une activité essentielle.

Dans la partie Sud, les températures élevées persistent aussi bien de jour que de nuit dans plusieurs localités. Cette chaleur intense, couplée à un taux d'humidité extrêmement bas, expose les cultures pérennes telles que les cacaoyères, caféières et palmeraies à un risque accru de destruction par les feux de brousse. En raison du très faible taux d'humidité de la végétation, les incendies se propagent rapidement, menaçant des milliers d'hectares de plantations et mettant en péril les moyens de subsistance des agriculteurs.

### ➔ **Dépendance aux importations**

Le Cameroun demeure dépendant des importations pour couvrir ses besoins en produits alimentaires, en énergie et en biens manufacturés. Cette dépendance s'est accentuée en 2024 avec une hausse des importations de certaines catégories de produits stratégiques. En particulier, la facture des produits alimentaires industriels a connu une augmentation de 11,1% par rapport à 2023, atteignant 340,1 milliards de F CFA, tandis que les quantités importées ont progressé plus rapidement, enregistrant une hausse de 18,4%.

Les céréales, qui constituent une composante essentielle des importations alimentaires, ont représenté une dépense de 543,7 milliards de F CFA en 2024, soit une hausse de 40% en glissement annuel, tandis que les quantités importées ont progressé de 36%. Cette catégorie est largement dominée par le riz, dont la facture a grimpé à 318,5 milliards de F CFA, affichant une augmentation marquée de 59% par rapport à l'année précédente, bien que les quantités importées aient progressé de 34%. Par ailleurs, l'importation de blé a atteint 214 milliards de F CFA, en hausse de 20% sur la même période, illustrant la pression croissante sur les marchés des produits céréaliers.

Ces tendances traduisent non seulement une forte demande intérieure, mais aussi une vulnérabilité aux chocs extérieurs, notamment les fluctuations des prix des denrées alimentaires et les tensions géopolitiques influençant les marchés mondiaux. Elles soulignent également la nécessité pour le Cameroun de continuer à adopter des politiques visant à renforcer sa production locale afin de réduire sa dépendance aux importations et d'assurer une meilleure résilience face aux crises économiques et alimentaires.

### ➔ **Insuffisances dans les infrastructures logistiques**

L'insuffisance des infrastructures, qu'il s'agisse des réseaux routiers, des capacités de stockage ou des infrastructures énergétiques, représente un obstacle au développement économique et exerce une pression structurelle sur les prix. Des routes dégradées entravent la fluidité du transport des marchandises, ce qui peut entraîner des pertes post-récoltes ainsi que des retards

d'approvisionnement et des pénuries sur les marchés. Ces perturbations ne se limitent pas à des hausses de prix à court terme, elles engendrent également des incertitudes durables, susceptibles de freiner les investissements dans les filières agricoles et d'entraver leur croissance.

Le secteur énergétique constitue un autre facteur déterminant de cette dynamique inflationniste. La fréquence des coupures d'électricité et le coût élevé de l'énergie pour les entreprises impactent directement le prix des biens produits localement. Pour pallier ces déficiences, de nombreuses entreprises doivent recourir à des solutions alternatives, comme l'utilisation de générateurs alimentés au gasoil, une option coûteuse qui alourdit significativement les coûts de production.

#### → **Dysfonctionnements dans les marchés**

Les marchés peuvent parfois souffrir de dysfonctionnements structurels, tels que des monopoles ou des oligopoles. Ces défaillances augmentent artificiellement les prix des biens et services, même en l'absence de pressions inflationnistes externes. Dans certains secteurs, quelques acteurs dominent le marché, ce qui leur permet de fixer les prix à des niveaux plus élevés que ceux qui seraient observés dans un marché plus compétitif.

### **3 MESURES DE STABILISATION DES PRIX**

Face aux pressions inflationnistes, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures visant à atténuer l'impact de la hausse des prix sur les ménages et à stabiliser le marché intérieur. Ces actions portent notamment sur :

- Le contrôle des prix des produits de première nécessité : Des mécanismes de régulation ont été instaurés pour limiter les hausses excessives des prix des denrées essentielles, garantissant ainsi leur accessibilité aux ménages les plus vulnérables.
- La subvention ciblée des engrais et des intrants agricoles : Afin de soutenir la production locale et de réduire les coûts pour les agriculteurs, le gouvernement a mis en place un dispositif d'aides financières destiné à faciliter l'accès aux fertilisants et aux semences améliorées.
- La promotion des chaînes de valeur agricoles : Des initiatives ont été développées pour renforcer la transformation et la commercialisation des produits agricoles locaux, réduisant ainsi la dépendance aux importations et améliorant la résilience du secteur face aux fluctuations des prix internationaux.
- La création de sites de ventes promotionnelles pour les produits de grande consommation : Des espaces de commercialisation directe ont été mis en place, permettant aux producteurs et distributeurs de vendre leurs marchandises à des prix réduits, limitant ainsi l'impact des intermédiaires et contribuant à la stabilisation des prix sur le marché.
- Le renforcement du contrôle des circuits de distribution : Des mesures ont été prises pour lutter contre les pratiques spéculatives et les pénuries artificielles, en veillant à une meilleure régulation des stocks et à la fluidité de l'approvisionnement sur les marchés locaux.
- Le soutien aux filières stratégiques et aux petites exploitations agricoles : Des programmes de financement et d'appui technique ont été déployés pour encourager la productivité agricole et garantir un approvisionnement régulier des marchés nationaux.

### **4 PERSPECTIVES DE L'INFLATION EN 2025**

D'après la mise à jour des perspectives économiques mondiales de janvier 2025, l'inflation globale devrait reculer à 4,2% en 2025, puis à 3,5% en 2026. Ce ralentissement s'observerait plus rapidement dans les économies avancées, où l'inflation tendrait à se rapprocher plus vite de son objectif, comparativement aux pays émergents et en développement.

L'année 2025 s'annonce comme un tournant important pour l'économie nationale, confrontée à des défis majeurs liés à la maîtrise de l'inflation dans un contexte économique marqué par des pressions persistantes sur les finances publiques. Le Gouvernement s'est fixé pour objectif de ramener l'inflation à 4% ; un objectif qui pourrait toutefois s'avérer difficile à atteindre face aux contraintes auxquelles le Gouvernement devra faire face.

Parmi les mesures susceptibles d'exacerber la hausse des prix figurent certaines dispositions de la loi de finances de l'Etat au titre de l'exercice budgétaire 2025, du fait notamment de divers



ajustements fiscaux. Ces mesures, bien qu'essentielles pour renforcer la stabilité des finances publiques à travers notamment l'augmentation des recettes publiques à long terme, risquent d'alimenter une hausse immédiate des coûts de production et conséquemment des prix à la consommation, impactant directement le pouvoir d'achat des ménages.

L'évolution des tarifs de l'énergie jouera également un rôle clé dans la dynamique inflationniste. En effet, une augmentation des prix de l'électricité ou des carburants pourrait accentuer la pression sur les entreprises, qui devront alors supporter des coûts d'exploitation plus élevés. La fréquence des coupures d'électricité et le coût élevé de l'énergie contraignent déjà de nombreuses entreprises à recourir à des solutions alternatives, telles que les générateurs fonctionnant au gasoil, une option onéreuse qui alourdit considérablement les coûts de production. Si ces hausses de coûts sont en partie ou totalement répercutées sur les prix des biens et services, cela pourrait entraîner une érosion significative du pouvoir d'achat des consommateurs.

Face à ces défis, le Gouvernement devra mettre en place des stratégies économiques ciblées pour contenir l'inflation, notamment en renforçant la surveillance des marchés, en stabilisant les chaînes d'approvisionnement et en accélérant les réformes structurelles visant à diversifier l'économie et à sécuriser l'approvisionnement énergétique. Un équilibre entre maîtrise des prix et stimulation de la croissance sera essentiel pour préserver la stabilité macroéconomique du pays et renforcer sa résilience face aux différents chocs.

## CONCLUSION ET SUGGESTIONS

**En conclusion**, l'année 2024 a été marquée par des tensions inflationnistes persistantes, mais atténuées par rapport à 2023 ; tensions alimentées par une combinaison de facteurs internes et externes, dont la hausse des prix des produits alimentaires, du carburant et des coûts de transport. Ces pressions ont impacté de manière inégale les différentes régions du pays, exacerbant les défis pour les ménages, en particulier les plus vulnérables.

Bien que des efforts aient été déployés par le Gouvernement pour contenir l'inflation, le niveau de l'inflation, en se situant à 4,5%, reste au-dessus du seuil CEMAC de 3%. Les efforts de maîtrise doivent donc se poursuivre et nécessitent une approche plus ciblée pour maîtriser les facteurs sous-jacents de l'inflation.

**S'agissant des suggestions**, les perspectives pour 2025 soulignent la nécessité de mesures économiques renforcées pour atteindre l'objectif du Gouvernement de maintenir l'inflation sous la barre des 4%. L'atteinte de cet objectif inclut le renforcement de la surveillance de l'approvisionnement régulier des marchés, la poursuite de réformes structurelles, la poursuite de la réhabilitation des infrastructures de transport et du désenclavement des bassins de production, l'accélération de la diversification de l'économie nationale, la stabilisation des chaînes d'approvisionnement, ainsi que des efforts pour renforcer la sécurité énergétique et les capacités de production locale. Parallèlement, il est nécessaire de trouver un équilibre entre la maîtrise des prix et la stimulation de la croissance économique afin de préserver la stabilité macroéconomique du pays, tout en faisant face aux différents chocs d'origine interne ou externe. /-



## ANNEXES TECHNIQUES

### Enjeux liés à l'inflation pour les ménages, les entreprises et les politiques publiques

L'inflation, définie comme la hausse générale et durable des prix des biens et services, constitue un phénomène économique complexe dont les impacts se répercutent sur les ménages, les entreprises, et les politiques publiques. Analyser ses enjeux permet de mieux comprendre les défis qu'elle pose et les stratégies nécessaires pour les surmonter.

#### ANNEXE 1 : ENJEUX POUR LES MENAGES

L'inflation affecte directement le pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux à revenu faible ou fixe, et peut amplifier les inégalités économiques.

##### **Baisse du pouvoir d'achat**

L'augmentation des prix des produits de première nécessité, comme les aliments, les carburants ou les logements, réduit la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels. Cette situation est particulièrement critique pour les ménages vulnérables qui consacrent une part importante de leurs revenus à ces dépenses.

##### **Erosion de l'épargne**

L'inflation diminue la valeur réelle des économies des ménages, particulièrement lorsque les taux d'intérêt des produits d'épargne sont inférieurs au taux d'inflation.

##### **Adaptation des comportements de consommation**

Les ménages réorientent leurs dépenses en limitant leurs achats non essentiels, ce qui peut affecter la qualité de vie et le bien-être général.

##### **Surendettement**

Face à la hausse des coûts, certains ménages peuvent être tentés de recourir au crédit, augmentant ainsi le risque de surendettement.

##### **Perception sociale**

Une inflation prolongée alimente un sentiment d'incertitude économique, entraînant entre autres des frustrations sociales et des revendications salariales.

#### ANNEXE 2 : ENJEUX POUR LES ENTREPRISES

L'inflation crée des opportunités mais aussi des risques importants pour les entreprises, influençant leurs coûts, leur compétitivité et leurs marges bénéficiaires.

##### **Augmentation des coûts de production**

La hausse des prix des matières premières, de l'énergie et des salaires exerce une pression sur les coûts de production, pouvant éroder les marges bénéficiaires des entreprises, en particulier dans les secteurs où les prix sont réglementés ou soumis à une forte concurrence. Les entreprises tentent généralement de transférer la hausse des coûts sur les consommateurs en augmentant les prix des produits et services. Toutefois, cela peut réduire la demande, en particulier dans un contexte où le pouvoir d'achat des ménages est déjà affaibli.

##### **Réduction des investissements**

L'incertitude liée à l'inflation freine souvent les décisions d'investissement à long terme, notamment dans les secteurs où les marges sont déjà étroites.

##### **Perte de compétitivité internationale**

Dans un contexte de mondialisation, une inflation nationale élevée peut rendre les produits locaux moins compétitifs sur les marchés internationaux.

##### **Accès limité au financement**

Dans un contexte d'inflation élevée, les taux d'intérêt tendent à augmenter, rendant le coût du financement plus élevé. Cela freine la capacité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), à investir dans l'expansion ou l'innovation.

### **ANNEXE 3 : ENJEUX POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES**

L'inflation pose un défi majeur pour les décideurs, car elle exige un équilibre délicat entre la stabilité économique et la croissance.

#### **Stabilisation des prix**

Les gouvernements et les banques centrales doivent mettre en œuvre des politiques monétaires et budgétaires pour maîtriser l'inflation, sans pour autant freiner excessivement la croissance économique.

#### **Gestion des salaires et des revenus**

La hausse des prix pousse les syndicats et les travailleurs à exiger des augmentations salariales, ce qui peut alimenter une spirale inflationniste.

#### **Gestion des déséquilibres extérieurs**

L'inflation peut aggraver le déficit de la balance commerciale, en augmentant les coûts des importations et en réduisant la compétitivité des exportations, poussant le gouvernement à renforcer les réserves en devises étrangères.

#### **Pressions budgétaires accrues**

L'inflation impacte les finances publiques en augmentant les dépenses liées aux subventions, aux ajustements salariaux dans le secteur public et aux programmes sociaux.

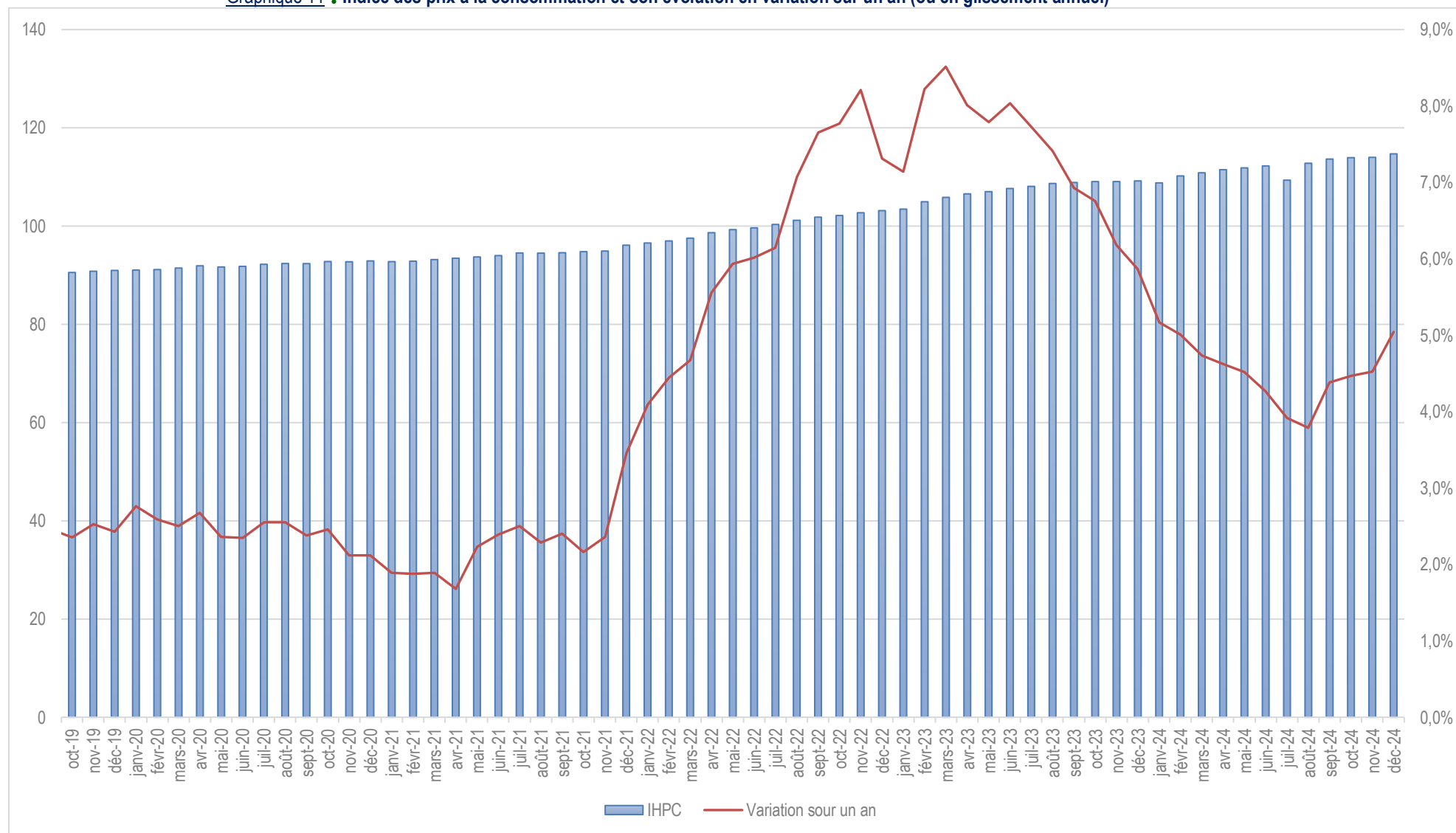
Les revenus fiscaux peuvent également être affectés, car les taux d'imposition fixes ne suivent pas toujours l'augmentation des prix.

**Tableau 1 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 année 2022)**

Déclinaisons	Indice												Variations		
	Janv-24	Fév-24	Mars-24	Avril-24	Mai-24	Juin-24	Juil-24	Août-24	Sept-24	Oct-24	Nov-24	Déc-24	Déc-24/ Nov -24	Déc-24/ Déc -23	Janv-24 à Déc-24/ Janv-23 à Déc -23
FONCTION DE CONSOMMATION															
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	112,2	113,0	113,8	115,1	115,6	116,6	116,6	117,9	120,1	120,5	120,1	121,7	1,3%	7,3%	5,5%
Produits alimentaires	112,5	113,3	114,2	115,5	116,0	117,0	117,1	118,3	120,7	121,0	120,6	122,3	1,4%	7,4%	5,6%
Pains et céréales	108,0	109,8	110,8	112,9	114,2	114,3	115,9	116,4	118,3	117,4	117,5	117,1	-0,4%	8,5%	5,6%
Viandes	106,2	106,7	107,2	107,3	107,4	107,1	107,9	107,9	108,5	109,6	109,8	110,4	0,6%	3,4%	2,7%
Poissons et fruits de mer	108,7	109,5	110,8	113,5	115,1	115,7	114,2	115,2	118,2	115,5	115,5	115,9	0,3%	5,8%	4,5%
Lait, fromage et œuf	110,4	110,6	110,3	110,2	110,9	112,0	110,9	112,3	113,3	113,5	113,8	113,7	-0,1%	3,0%	3,8%
Huiles et graisses	101,6	100,4	98,5	97,6	97,4	96,8	95,8	96,1	97,7	98,1	99,3	102,5	3,2%	-0,7%	-6,8%
Fruits	117,4	119,8	124,0	123,4	122,0	122,7	120,6	122,0	125,7	130,8	130,2	137,5	5,6%	14,8%	9,1%
Légumes	128,1	128,7	129,8	131,8	131,8	135,4	135,0	138,1	142,5	144,8	142,3	146,4	2,9%	11,0%	11,5%
Sucre, et confiserie	107,3	107,5	107,8	107,1	107,8	107,2	107,3	107,3	107,6	107,9	107,5	108,0	0,5%	0,7%	0,6%
Produits alimentaires n.c.a	111,3	112,3	114,4	116,8	117,4	118,9	119,5	122,2	123,1	123,2	123,6	125,4	1,4%	12,4%	9,0%
Boissons non alcoolisées	103,4	103,5	103,6	103,7	103,8	104,0	104,0	104,0	104,1	104,2	104,3	104,3	0,0%	1,1%	1,1%
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	104,3	104,8	105,0	105,6	106,0	105,9	106,1	106,1	106,2	106,2	107,1	107,6	0,5%	3,4%	2,4%
Habillement et chaussures	106,1	106,3	106,6	106,6	106,7	106,7	106,9	106,9	107,1	107,3	107,6	108,7	1,0%	2,3%	2,5%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	104,7	105,6	105,7	105,9	106,7	107,1	107,1	107,3	107,5	107,7	108,0	108,5	0,4%	3,6%	3,3%
Meubles, articles de ménage et d'entretien courant	108,2	108,6	108,7	108,9	109,2	109,4	109,6	109,7	109,8	109,8	109,9	109,7	-0,2%	1,6%	2,0%
Santé	101,1	101,2	101,4	101,4	101,4	101,5	101,5	101,5	101,6	101,7	101,7	101,8	0,1%	0,7%	0,6%
Transports	118,2	125,8	128,3	129,6	130,2	130,2	130,2	130,2	130,7	131,5	132,0	132,2	0,1%	11,6%	12,3%
Communications	100,3	100,4	100,5	100,5	100,5	100,5	100,5	100,5	100,5	100,4	100,2	100,2	0,0%	-0,1%	0,0%
Loisirs et culture	102,6	102,6	102,6	102,6	102,6	102,4	102,3	103,0	103,0	103,0	103,0	103,1	0,0%	0,4%	0,8%
Enseignement	104,5	104,5	104,5	104,5	104,5	104,6	105,1	105,5	105,9	106,1	106,1	106,1	0,0%	1,5%	1,9%
Restaurants et hôtels	106,0	106,3	106,4	106,5	106,6	106,9	107,0	107,1	107,2	107,4	107,8	108,2	0,3%	2,2%	1,9%
Biens et services divers	106,6	107,0	107,2	107,4	107,4	107,7	107,9	108,0	108,1	108,3	108,6	108,7	0,1%	2,0%	2,3%
<b>INDICE GENERAL</b>	<b>108,8</b>	<b>110,2</b>	<b>110,9</b>	<b>111,5</b>	<b>111,8</b>	<b>112,2</b>	<b>112,3</b>	<b>112,8</b>	<b>113,6</b>	<b>113,9</b>	<b>114,0</b>	<b>114,7</b>	<b>0,6%</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,5%</b>

<i>Déclinaisons</i>	Indice												Variations		
	Janv-24	Fév-24	Mars-24	Avril-24	Mai-24	Juin-24	Juil-24	Août-24	Sept-24	Oct-24	Nov-24	Déc-24	Déc-24/ Nov -24	Déc-24/ Déc -23	Janv-24 à Déc-24/ Janv-23 à Déc -23
Biens et services locaux	109,5	110,9	111,6	112,3	112,7	113,3	113,3	113,9	114,7	115,0	115,0	115,9	0,7%	5,2%	4,7%
Biens importés	106,9	108,4	108,8	109,4	109,6	109,6	109,9	110,0	110,9	111,1	111,4	111,7	0,3%	4,5%	4,0%
Energie	109,8	114,8	114,7	116,0	117,5	117,7	117,6	117,4	118,2	118,9	119,2	119,9	0,6%	8,7%	7,8%
Produits frais	117,8	119,3	118,2	120,8	121,8	123,9	126,2	128,7	132,5	133,0	132,3	134,5	1,7%	11,8%	9,2%
Hors produits frais et énergie	107,1	108,2	108,7	108,9	109,1	109,2	109,3	109,5	109,9	110,1	110,3	110,7	0,4%	3,3%	3,1%
CAPITALES REGIONALES															
Yaoundé	108,4	109,9	110,5	111,3	111,7	111,6	111,8	112,1	113,1	113,0	112,9	113,4	0,4%	4,3%	4,0%
Douala	109,6	111,1	111,7	112,2	112,2	113,0	113,0	113,9	114,6	115,3	115,2	116,0	0,7%	5,8%	5,1%
Maroua	108,6	110,1	111,0	113,4	116,2	117,2	117,0	116,2	117,2	117,5	117,8	118,8	0,8%	7,9%	7,0%
Bafoussam	108,4	110,3	111,4	111,6	112,2	112,9	111,7	112,1	113,3	113,7	113,5	114,0	0,5%	4,6%	4,7%
Buea	108,6	109,9	110,8	111,4	111,4	111,5	111,2	112,8	113,9	113,8	113,7	113,9	0,1%	4,8%	4,7%
Garoua	107,9	108,6	108,6	109,1	109,4	110,1	110,4	110,6	111,0	111,9	112,0	113,1	1,0%	4,1%	3,0%
Ebolowa	109,1	109,8	111,0	111,2	112,4	112,4	112,4	112,7	113,9	113,9	114,1	114,8	0,6%	5,1%	4,7%
Ngaoundéré	110,2	111,2	111,3	111,6	111,0	110,9	112,4	113,0	112,6	113,3	113,3	115,3	1,7%	3,4%	3,5%
Bertoua	109,9	112,0	112,8	112,5	111,1	111,5	110,9	111,9	112,6	112,4	113,4	113,9	0,5%	4,1%	3,8%
Bamenda	106,6	107,7	108,2	108,2	107,9	108,5	110,0	110,4	111,4	111,7	112,3	112,8	0,5%	5,4%	3,5%

Graphique 11 : Indice des prix à la consommation et son évolution en variation sur un an (ou en glissement annuel)



**Note de lecture :**

La variation sur un an, ou en glissement annuel, est un indicateur permettant de mesurer l'évolution des prix d'une année à l'autre pour un mois donné. Par exemple, avec une variation de 5% en décembre 2024, un produit coûtant 100 FCFA en décembre 2023 coûterait désormais 105 FCFA. Ce mois-ci, l'inflation en glissement annuel continue de s'accroître, prolongeant la tendance observée le mois précédent. Si cette dynamique persiste dans les mois à venir, elle pourrait marquer un tournant dans la trajectoire de l'inflation, menant à une hausse progressive de la variation en moyenne annuelle.